

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): A mon avis, comme j'ai essayé à plusieurs reprises de l'expliquer à la Chambre, le retard provient de la complexité des négociations avec la province d'Ontario. Cela ne constitue pas une critique car il y a énormément de données et de documentation à étudier. J'espère que d'ici une semaine ou dix jours je pourrai rencontrer le ministre compétent de l'Ontario afin de déterminer quelles questions restent à tirer au clair au sujet de la participation fédérale, ce qui nous permettra d'aller ensuite de l'avant. Je tiens à déclarer catégoriquement que le gouvernement n'a nullement l'intention de retarder de quelque façon ces travaux particuliers. Nous demeurons bien décidés à aménager le plus tôt possible un nouvel aéroport dans le sud-ouest de l'Ontario.

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports a-t-il offert aux représentants ontariens les mêmes arrangements relatifs au partage des frais que ceux dont a bénéficié le Québec pour le futur aéroport de Sainte-Scholastique?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, en toute déférence, la question est, pour le moment, hypothétique. Comme je l'ai fait savoir, nous sommes disposés à discuter de la participation des paliers fédéral et provincial, c'est-à-dire de l'apport que chacun devra faire, mais pour que ces discussions soient utiles il faut d'abord connaître l'emplacement de l'ouvrage, car c'est cet emplacement qui en déterminera largement le coût. Voilà ce que j'ai fait savoir à la province d'Ontario et ce sur lequel je reviendrai lors des réunions qui, je l'espère, auront lieu d'ici une huitaine de jours.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Transports. Je voudrais lui demander s'il a étudié les remarques prononcées par le premier ministre au sujet de la construction éventuelle de nouveaux aéroports.

L'hon. M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur, et je conviens avec lui que tout retard au-delà de 1975 aurait de graves conséquences pour la circulation aérienne au Canada, mais je suis certain que nous pouvons atteindre cet objectif, car nous avons l'intention d'accorder à Toronto une place très importante au sein de ce complexe de l'aviation.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une autre question au ministre des Transports. En souscrivant aux propos du premier ministre, ne se rend-il pas compte qu'il se met avec le premier ministre dans une situation embarrassante.

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES FINANCES

LES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DES FERMES—LES PAIEMENTS EN SOUFFRANCE ET LES SAISIES

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggart): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au secrétaire parlementaire du ministre des Finances. On a signalé que des banques exerceraient des pressions auprès des cultivateurs [M. Danforth.]

teurs ceux de l'Ouest notamment pour se faire rembourser les prêts qu'elles ont consentis pour l'amélioration des fermes moyennant un nantissement du matériel agricole ainsi acheté. Le ministre a-t-il procédé à une enquête auprès des banques en cause au sujet du nombre de paiements en souffrance, des saisies effectuées? Parmi ces prêts, combien ont été convertis à d'autres catégories par les banques?

M. P. M. Mahoney (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je devrai tenir cette question comme préavis.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CHEMCELL LIMITED—LES MESURES VISANT À PRÉVENIR LA FERMETURE DE L'USINE DE MONTMAGNY

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Pourrait-il dire à la Chambre si M. Malone, président de la compagnie *Chemcell Limited*, l'aurait informé du projet de la fermeture de l'usine de cette compagnie à Montmagny au cours des prochains mois.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, mon ministère était au courant de cette fermeture. Nous avons discuté avec *Chemcell Limited* dans l'espoir de trouver des solutions, mais sans succès, malheureusement. Je tiens à préciser que nous sommes présentement à étudier la possibilité d'aider les travailleurs touchés par cette fermeture, en accord avec les dispositions de la loi sur les produits textiles que la Chambre a adoptée récemment.

M. l'Orateur: L'honorable député de Bellechasse désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. Lambert: Oui, monsieur l'Orateur.

Hier, l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale, dans une réponse donnée à la Chambre, affirmait qu'aucune demande n'avait été faite par cette compagnie au ministre de l'Industrie et du Commerce ou à lui-même, afin d'aider la compagnie à transformer son usine ou à l'améliorer de façon à demeurer sur le marché.

L'hon. M. Pepin: J'en suis au courant, monsieur le président, et le ministre de l'Expansion économique régionale avait parfaitement raison. Il s'agit ici d'une rationalisation que la compagnie a décidé de faire, dans l'espoir de demeurer concurrentielle sur le plan domestique et international.

* * *

LES TRANSPORTS

L'ABANDON DE SERVICES-VOYAGEURS FERROVIAIRES ET LES DEMANDES DE SUBVENTIONS

[Traduction]

M. Charles H. Thomas (Moncton): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné qu'en